

# La manœuvre de De Gaulle en Afrique noire échoue

Nous avons au cours des derniers mois consacré une place grandissante à l'Afrique noire où les développements politiques s'accroissent. La crise de régime en France et le projet de Constitution de Gaulle ont accéléré ces développements et donné lieu à de nouvelles situations témoignant de la marche irrésistible de la Révolution coloniale.

On se rappelle que les formations politiques de l'Afrique noire colonisée par la France n'avaient pu, en raison de la ferme position du Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I.) s'unifier dans le R.D.A. et qu'il s'était constitué le Parti du Regroupement Africain (P.R.A.) avec Senghor et Lamine-Gueye.

Le premier Congrès du P.R.A. récemment tenu à Cotonou, à la veille du voyage de De Gaulle en Afrique, se prononça pour l'indépendance. De Gaulle désirait associer à son « oui » les bourgeois africains pour isoler la Révolution algérienne. Il se heurta à une poussée des masses africaines, dont les remarquables manifestations de Dakar, criant « Indépendance » et acclamant le F.L.N. et l'U.P.C. Le leader de la gauche du R.D.A., Sekou Touré, lui déclara sans ambage: il nous faut l'indépendance.

Devant une telle situation, De Gaulle manœuvra. Si vous dites: *non*, vous aurez l'indépendance. Mais si vous voulez que la France fasse des investissements chez vous, dites: *oui*. Ultérieurement vous pourrez demander l'indépendance.

Cette manœuvre commença par tromper... les hommes de gauche français. Que De Gaulle ait prononcé le mot « indépendance » parce qu'il était alors dans une situation embarrassante, cela n'était pas douteux. Encore fallait-il voir comment cela allait se traduire dans les textes. En outre, un autre aspect de la manœuvre — plus subtil, plus dangereux — apparaissait. Que des territoires acceptent de dire *oui* tandis que d'autres disent *non*, et voilà l'unité de l'Afrique entravée et l'objectif impérialiste de balkanisation qui risque d'être favorisé. Defferre n'en avait cure, de Gaulle lui avait donné les mots pour permettre, en disant *oui*, de faire une belle opération politique dans le Parti socialiste.

Les hommes de gauche français marchèrent. Toute la presse vantait la générosité de De Gaulle et sa largeur politique. Dans cette euphorie, Houphouët-Boigny dirigeant du R.D.A. et principal agent de l'impérialisme français en Afrique, fit déclarer de Paris que satisfaction était obtenue, et qu'il n'était pas besoin de réunir spécialement la direction du R.D.A.

La réponse au référendum ne pouvait être que *oui*. Dans ce climat les dirigeants du P.R.A. — très probablement en liaison avec Defferre — se déclarèrent aussi pour le *oui*.

Ainsi toute l'opération paraissait avoir brillamment réussi. L'Afrique noire allait dire: *oui*, dans une proportion écrasante. Seuls allaient s'y opposer une poignée de gens, pour la plupart intellectuels ou étudiants, au jugement faussé par les grands mots, la propagande et même l'argent de Moscou.

Effectivement ceux qui, du premier moment, ne furent pas trompés par toute la manœuvre, ce furent les étudiants dont l'Association se prononçait clairement pour le: *non*, c'est-à-dire pour l'indépendance immédiate. Les élus du peuple malgache qui furent condamnés après la révolte de 1947 et qui sont encore maintenant exilés de leur pays déclarèrent aussi: il faut voter pour l'indépendance, c'est-à-dire voter: *non*.

Et puis on apprit qu'une conférence des cadres de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N.) tenue à Bamako se prononçait pour le *non* et mandait la direction de prendre les mesures pour constituer « un front uni des forces démocratiques africaines destiné à hâter la libération nationale ». La presse française accorda une toute petite place à cette nouvelle. Quelle importance pouvait-elle avoir en face de propos bouleversant la géographie comme ceux du général Salan qui avait trouvé que la Méditerranée traversait la France comme la Seine traversait Paris, propos qui lui vaudront, il faut l'espérer, des étoiles de plus?

Mais en Afrique cette prise de position de la Centrale syndicale allait avoir des répercussions sérieuses. Quelques jours plus tard, Sekou Touré, ancien militant syndical, président du Conseil de gouvernement de Guinée, faisait adopter par la conférence du Parti démocratique de Guinée (section du R.D.A.) le vote: *non*. Une même position a été prise par la section du P.A.R. du Niger, à la demande du président du Conseil du gouverne-

ment du Niger, Djibo Bakary. Enfin, le président du Conseil du gouvernement de la Côte française des Somalies, Mahmoud Harbi, appelle également la population de ce territoire à voter: *non*.

A dix jours du référendum, ces décisions, notamment celle de la Guinée, peut avoir des répercussions sérieuses, notamment au Sénégal voisin, la Guinée et le Sénégal étant les deux territoires politiquement les plus avancés.

De toute façon l'opération de Gaulle d'un vote unanime de l'Afrique noire a échoué d'ores et déjà.

Les raisons données pour le *non* démasquent la manœuvre dans tous ses aspects: « le projet... consacre la balkanisation de l'Afrique et son intégration à la République française; l'exercice du droit à l'indépendance... est laissé à la discrétion de la seule République française; le projet introduit l'inégalité entre les futurs Etats au profit de la République française dans la gestion des affaires de la communauté. »

Ainsi, le 28 septembre marquera en Afrique la naissance de nouveaux Etats (1) qui constitueront autant de Piémonts à partir desquels s'amplifiera la lutte pour l'indépendance des peuples colonisés et la lutte pour l'unité de l'Afrique indépendante. Les dirigeants actuels ne sont pas des marxistes, ils ne visent pas à construire une société socialiste; ils doivent même penser que si De Gaulle s'entêtait à ne pas investir des francs, il y a des gens qui n'hésiteront pas autant à y placer des dollars et que comme Nasser et Sukarno, ils pourront tirer profit de l'antagonisme Est-Ouest; mais ce n'est pas là l'essentiel. Ce qui est primordial, c'est qu'ils ont agi sous la pression des masses pour qui le mot indépendance ne signifie pas seulement l'indépendance politique de l'Etat, mais une transformation sociale. De Gaulle, Guy Mollet, Defferre, Senghor et bien d'autres sous-estiment vraiment beaucoup le sens politique des masses africaines par rapport à l'impérialisme.

Quant aux travailleurs français qui, en mai dernier, ont subi une défaite dans l'établissement d'un régime bonapartiste, ils salueront chaleureusement les votes: *non* de la Guinée, du Niger et des Somalies, comme autant de coups sérieux à leur impérialisme. Et aussi comme autant d'appuis à la Révolution algérienne.

(1) Bien que l'impérialisme français ne manquera pas de se livrer encore à des manœuvres pour éviter ce fait, il sera bien difficile de ne pas leur reconnaître, du moins formellement, l'indépendance politique.

## UM NYOBE

Le dirigeant de l'U.P.C. (Union des Populations Camerounaises), Um Nyobé qui, depuis bientôt trois ans, dirigeait la lutte de guerillas dans son pays où cette organisation, représentative des populations, est réduite à l'illégalité, vient de mourir dans le combat.

Cette mort sera ressentie non seulement au Cameroun, mais dans toute l'Afrique et aussi par tous ceux qui, dans les métropoles ou les colonies, combattent l'impérialisme. Mais, si dur que soit ce coup, il n'arrêtera pas la lutte du peuple camerounais pour se libérer de la tutelle de l'impérialisme français.